Une dynamique d'emplois toujours présente

aua/T

L'aire urbaine de Toulouse voit ses créations d'emplois ralentir en 2013 mais détonne toujours dans un contexte marqué par un nouveau repli de l'emploi salarié privé en France. La croissance toulousaine reste tirée par l'industrie aéronautique et spatiale, même si les activités résidentielles créent de nouveau des emplois.

PERSPECTIVES OBSERVATOIRE PARTENARIAL ÉCONOMIE / MAI 2015 VILLES

Toujours des gains d'emplois...

2013 marque une quatrième année consécutive d'augmentation de l'emploi salarié privé pour l'aire urbaine de Toulouse. Cette évolution de +1,1 % place Toulouse dans une position très favorable ; les autres grandes aires urbaines françaises (hors Paris) connaissent un repli de l'emploi privé de -0,1%.

Ainsi, avec 4 400 emplois privés supplémentaires en 2013, Toulouse connaît la plus forte progression de toutes les aires urbaines françaises.

Tous les territoires de l'aire urbaine (au sens Insee) sont concernés par cette progression de l'emploi : la ville de Toulouse représente 31% (+ 1 380 emplois) de la croissance, la banlieue 47% (+2 050) emplois) et la couronne périurbaine 22% (+970 emplois).

... mais le rythme ralentit

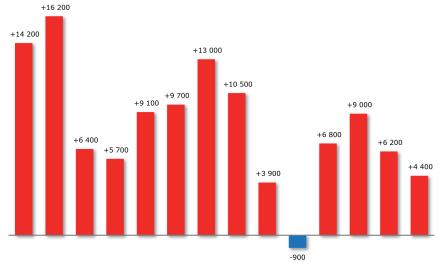
L'année 2013 marque, après 2012, un nouveau ralentissement de l'accroissement des emplois pour l'aire urbaine de Toulouse. Les évolutions pour l'année 2014 sur la zone d'emploi de Toulouse semblent prolonger la tendance : les gains s'établiraient à +2 270 emplois, soit un accroissement de +0,6% sur l'année.

CHIFFRES CLÉS 2013 EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ

Aire urbaine de Toulouse :

- + 418 000 emplois
- + 4 400 emplois en un an
- + 3 100 emplois dans la sphère productive

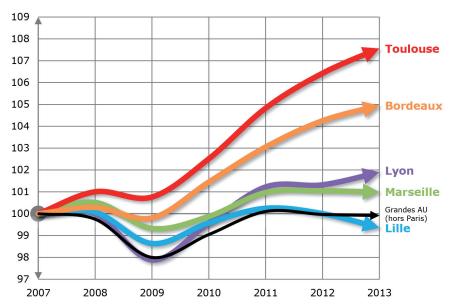
Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans l'aire urbaine de Toulouse



2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013

Sources : Urssaf de 2007 à 2013 Unedic de 2000 à 2007

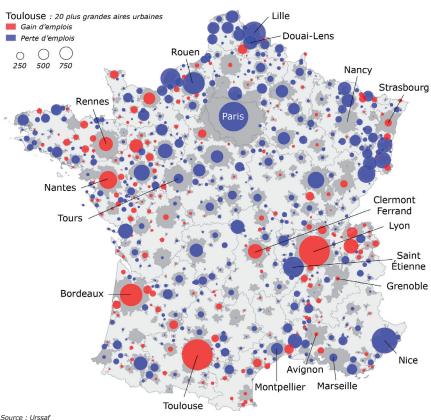
Évolution de l'emploi salarié privé dans les grandes aires urbaines (Base 100 en 2007)



Source : Urssaf

Grandes aires urbaines (hors Paris): Lyon, Marseille, Toulouse, Lille, Bordeaux, Nice, Nantes, Strasbourg, Grenoble, Rennes, Rouen, Toulon, Douai-Lens, Montpellier, Avignon, Saint-Etienne, Tours, Clermont-Ferrand, Nancy.

Évolution de l'emploi salarié privé en 2013 dans les aires urbaines



Les dynamiques d'emplois, le fait de grandes métropoles...

La France métropolitaine (hors Corse) a perdu 64 000 emplois privés en 2013, après 90 000 déjà perdus en 2012. Dans cette période difficile, certaines des plus grandes aires urbaines françaises se démarquent avec des gains d'emplois importants. C'est le cas pour Toulouse et Lyon (+4 400 emplois chacune), Bordeaux (+2 300), Nantes (+1 500) et Rennes (+900), de même que pour des aires de taille plus réduite comme Clermont-Ferrand (+1 000), Annecy (+1 000), Laval (+800) ou Caen (+650). A l'inverse, quelques grandes aires urbaines rencontrent plus de difficultés, à commencer par Paris (-4 000), puis Nice (-3 100), Lille (-2 500), Rouen (-2 300), ou encore Saint-Étienne (-2000).

Ces évolutions, positives comme négatives, sont à nuancer. Chacune est à recoller aux caractéristiques du territoire, de ses forces / de ses faiblesses, et à considérer dans un temps long.

Cette référence au temps long bénéficie également à l'aire urbaine de Toulouse. Avec 7,5 points de croissance depuis 2007, Toulouse affiche les gains d'emplois les plus « intenses » : 2 points de plus que Bordeaux, +5,5 points que Lyon, +6,5 points que Marseille et +8 points que Lille.

... et de quelques exceptions régionales

Si les métropoles de Rhône-Alpes, Bretagne, Pays de la Loire et Aquitaine sont dynamiques, les autres aires de leur espace inter-régional s'en sortent aussi, globalement, mieux qu'ailleurs. En particulier, celles qui leur sont le plus proche géographiquement : Arcachon (+330), Libourne (+330), Bourgen-Bresse (+330), Ploërmel (+280), Sablé-en-Sarthe (+280), Annonay (+230)...

Dans l'aire métropolitaine de Toulouse, certaines aires urbaines de taille intermédiaire telles qu'Agen et Auch connaissent des évolutions d'emploi positives en 2013 (respectivement +360 et +130). Il en est de même pour des unités plus réduites comme Gaillac, Foix, Lavelanet, Limoux. D'autres, en revanche, voient l'emploi reculer, comme Montauban (-180 emplois), Cahors (-200), Albi (-250), Castres (-350) et Carcassonne (-400). Pour Montauban, ces pertes succèdent à de forts gains d'emplois : +550 en 2012.

Des gains d'emplois portés par l'économie « productive »

L'année 2013 se singularise, au plan national, par l'évolution des emplois dans la sphère productive. Si ces activités étaient en fort repli depuis 2007 (à quelques exceptions près, notamment Toulouse), la tendance est bien plus favorable sur la dernière année. Toulouse, Bordeaux, Nantes, Lyon pour les plus importantes, mais aussi Laval, Clermont-Ferrand, Chartres, Rennes, Avignon, Annecy ou encore Saint-Brieuc apparaissent comme les aires les plus dynamiques, avec un effet d'entrainement sur leur zone d'influence régionale.

A l'inverse, les évolutions des activités résidentielles témoignent, en 2013, de la baisse de la consommation des ménages. A l'exception de Bordeaux, Toulouse et Marseille, de nombreuses métropoles subissent soit un repli (Nice, Marseille, Saint-Étienne, Dijon, Lille, Orléans, Le Mans), soit une stagnation (Nantes, Montpellier, Strasbourg) des emplois résidentiels.

Pour l'aire urbaine de Toulouse, les deux sphères connaissent des dynamiques d'emploi positives en 2013 avec toutefois une prédominance de la part des activités productives (+3 100 emplois) sur les activités résidentielles (+1 310).

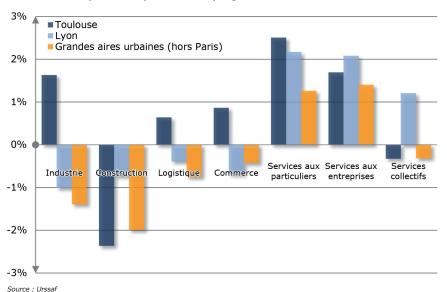
Des évolutions moins favorables à l'ombre de l'industrie aéronautique et spatiale

L'aire urbaine de Toulouse s'appuie sur son industrie qui est depuis longtemps son moteur de croissance. Avec 1 400 emplois supplémentaires en 2013, l'industrie aéronautique est le principal générateur d'emplois. Néanmoins, il masque la situation déficitaire des autres secteurs industriels toulousains (-300 emplois). Les services aux entreprises, intégrés pour la plupart à la chaine de production industrielle, croissent de +1,7% en 2013. A noter, la faible baisse des activités d'intérim (-0,4%), tranchant avec celle de 2012 (-5,0%).

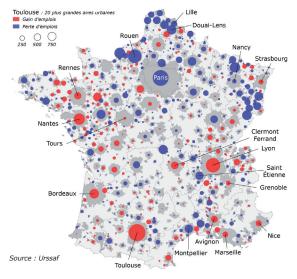
Des activités résidentielles qui rebondissent sur Toulouse

Les services aux particuliers confirment leur bonne «forme» avec des gains d'emplois qui s'établissent à +2,5% sur 2013. Mais le rebond des activités résidentielles est aussi l'affaire de la logistique et du commerce ; leur progression, respectivement +0,6% et +0,9%, tranche avec les baisses d'emplois des autres grandes aires urbaines. Le secteur de la construction continue, comme ces dernières années, à perdre des emplois, à Toulouse (-2,4%) comme dans les autres grandes métropoles françaises (-2,0%).

Évolution de l'emploi salarié privé en 2013 par grands secteurs d'activités



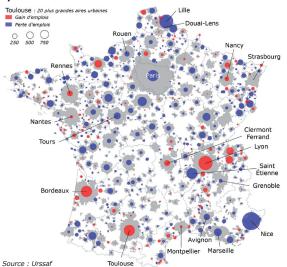
Sphère productive



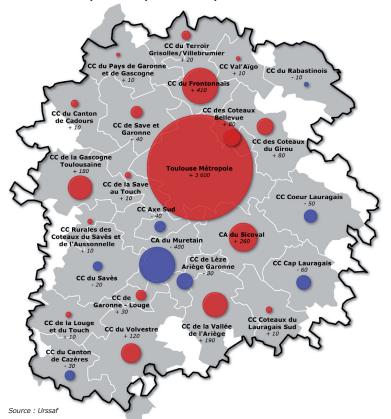
Sphère productive : activités traditionnelles de fabrication et services « connexes » qui participent à la production d'un bien.

Sphère résidentielle: activités de services qui visent à satisfaire les besoins quotidiens de la population et de toutes personnes présentes sur le territoire.

Sphère résidentielle



Évolution de l'emploi salarié privé en 2013 par intercommunalité



Des écarts de croissance dans les territoires de l'aire urbaine

Toulouse Métropole porte une grande partie de la croissance de l'aire urbaine avec 3 600 emplois gagnés en 2013. Ce dynamisme s'accompagne pour l'agglomération d'une progression des emplois sur le Sicoval (+250), d'une stabilité sur la Save-au-Touch (+10) et d'une baisse des effectifs sur le Muretain (-400) et Axe Sud (-40).

Les territoires du nord sont très dynamiques, en particulier la communauté de communes du Frontonnais (englobant Eurocentre) qui assure, à elle seule, le gain de 410 emplois privés de plus. Le SCoT Nord Toulousain affiche la plus forte augmentation sur l'année 2013 : +4,4%, soit 550 emplois supplémentaires.

La communauté de communes de la Gascogne Toulousaine, à l'ouest de l'agglomération, poursuit son développement (+180 emplois). Au sud, les communautés de communes de la Vallée de l'Ariège et du Volvestre polarisent la croissance, avec respectivement 120 et 190 emplois supplémentaires en 2013.

Le Lauragais connait une année moins favorable avec un recul de l'emploi sur les communautés de communes de Cap Lauragais (-60) et Cœur Lauragais (-50).

	Effectif 2013	Evolution 2013	Evolution annuelle 2008 - 2013
Toulouse	205 850	+ 1 380 (+ 0,7%)	+ 1 780 (+ 0,9%)
Banlieue	164 720	+ 2 050 (+ 1,3%)	+ 2 650 (+ 1,8%)
Couronne périurbaine	47 460	+ 970 (+ 2,1%)	+ 670 (+ 1,5%)
Aire Urbaine	418 020	+ 4 410 (+ 1,1%)	+ 5 100 (+ 1,3%)
Toulouse Métropole	319 970	+ 3 600 (+ 1,1%)	+ 4 660 (+ 1,6%)
Muretain	19 370	- 400 (- 2,0%)	- 10 (- 0,1%)
Sicoval	27 250	+ 260 (+ 0,9%)	- 230 (- 0,8%)
SCoT Grand Agglomération Toulousaine	377 200	+ 3 520 (+ 0,9%)	+ 4 530 (+ 1,3%)
SCoT Nord Toulousain	12 880	+ 550 (+ 4,4%)	+ 150 (+ 1,2%)
SCoT du Pays du Sud Toulousain	13 240	+ 220 (+ 1,7%)	+ 230 (+ 1,9%)
SCoT Lauragais	15 910	- 110 (- 0,7%)	+ 140 (+ 0,9%)
InterSCoT	403 320	+ 4 280 (+1,1%)	+ 4 910 (+ 1,3%)
Région Midi-Pyrénées	753 530	+ 2 060 (+0,3%)	+ 3 080 (+ 0,4%)
Région Languedoc-Roussillon	554 940	- 2 070 (- 0,4%)	- 1 130 (- 0,2%)
Grande Région	1 308 470	- 10 (- 0,0%)	+ 1 950 (+ 0,2%)

Source : Urssaf

Source:

Les traitements de l'emploi sont réalisés à partir de la source de données Urssaf. Le champ couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel comprenant tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Ce champ représente entre 60 et 70% de l'ensemble des emplois, selon les territoires.

Cette source fournit, chaque année, des données à l'échelle communale sur l'ensemble du territoire métropolitain et des DOM-TOM, permettant d'éclairer la question du dynamisme des territoires. Néanmoins, certaines évolutions peuvent aussi être liées directement à la source : déclaration à un lieu unique des effectifs, changement de codes d'activité d'une entreprise, mise à jour et amélioration du fichier...
D'autre part, des précautions sont à considérer dans les analyses communales. Certains emplois recensés sur la commune (au siège social de l'établissement) peuvent

s'opérer, en réalité, directement chez le client, probablement localisé sur une autre commune (voire plusieurs). C'est le cas des activités de placement de main d'œuvre, des activités de nettoyage, des activités de sécurité, des aides à domicile et d'autres.

Définition:

Selon l'INSEE, une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine), et par des communes rurales ou unité urbaine dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi, travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Trois catégories d'aires urbaines sont distinguées :

- les «grandes aires urbaines» constituées d'un pôle urbain de plus de 10 000 emplois,
 les «moyennes aires urbaines» constituées d'un pôle urbain de 5 000 à 10 000 emplois,
 les «petites aires urbaines» constituées d'un pôle urbain de 1 500 à 5 000 emplois.

